

L'ASSOCIATION DES FRÈRES MUSULMANS

Chronique d'une barbarie annoncée

Dans le sillage des violences terroristes de ces cinq dernières années, les tristes exploits du groupe Zerkawi en Irak, la prise du pouvoir par le Hamas en Palestine, les succès électoraux des islamistes en Égypte, ont fini par attirer l'attention des observateurs sur l'Association des Frères Musulmans et sur ses émanations politico-militaires que sont les *Jamaa Islamiyyah*. (Groupes islamiques) souvent plus connues sous leurs désignations locales ou de circonstance (Jihad islamique, GIA, GICM, Al-Qaïda, Groupe Zerkawi, etc.) . Tardive découverte par les médias occidentaux d'une mouvance qui rythme depuis le milieu du XX^{ème} siècle la plupart des évolutions politiques du monde arabe et musulman et dont l'essence même implique par construction l'exclusion, la violence, la coupure et l'affrontement avec le reste du monde.

Nourrie des contradictions internes du tiers monde musulman, de l'inégalité et de l'injustice des rapports Nord-Sud, sachant profiter de tous les désordres politiques, économiques et sociaux affectant les communautés musulmanes, la Confrérie est devenue – surtout après l'effondrement du bloc communiste - le seul acteur transnational susceptible de gérer et instrumentaliser à son profit les contentieux politiques et sociaux de l'aire musulmane.

Fondée en 1928 à Ismaïlia (Égypte) par l'instituteur Hassan al-Banna (grand père du très médiatique Tariq Ramadan) qui n'avait aucune formation ou légitimité religieuse, la Confrérie se voulait d'abord – dans la lignée d'un certain nombre de théoriciens musulmans modernistes (Djamaleddin al-Afghani, Mohammed Abdou, Rashid Rida) - un mouvement de réforme d'un Islam en déliquescence dont les adeptes n'avaient pas su faire face aux évolutions du monde moderne et se trouvaient de ce fait placés sous la domination étrangère de puissances coloniales prédatrices. Or, loin de s'ancrer dans la modernité et l'adaptabilité, Hassan al-Banna fait résolument le choix de la réaction et de l'affrontement.

Le postulat politique de base des fondateurs de la Confrérie tenait de fait en un syllogisme simple, voire simpliste :

- l'Islam a connu une gloire et un rayonnement inégalés pendant l'âge d'or de ses ancêtres fondateurs (*salaf*),

- or toutes ses interprétations et évolutions novatrices n'ont conduit qu'à la ruine et à l'asservissement,

- donc il faut faire table rase de toutes ces évolutions et revenir à l'Islam des origines, à l'imitation (*tabligh*) des fondateurs, en particulier à la lecture littérale des textes révélés, pour retrouver l'âge d'or.

Dans une Égypte alors sous contrôle britannique relayé par une monarchie d'origine albanaise implantée par l'ancien occupant ottoman se dessinent, à travers l'instauration d'un Parlement, les prémices balbutiantes mais réelles d'une démocratie électorale. La démonstration des « Frères » séduit immédiatement nombre d'élites intermédiaires exclues du pouvoir et des privilèges – notamment en terme de rente - qui y sont attachés parce qu'elles n'ont aucune des qualités nécessaires pour le conquérir et l'exercer démocratiquement. Il s'agit en général de la frange la plus conservatrice et la moins dynamique du commerce, de l'artisanat, des employés moyens de la fonction publique, de l'enseignement et de certaines professions libérales. L'ordre théocratique islamique prôné par la Confrérie, régi à la lettre par des sources du droit vieilles de quinze siècles, conférerait à ces cadres « naturels » de la société, une légitimité transcendante et confortable qu'il n'est besoin ni de conquérir ni de disputer contrairement au modèle démocratique et électif de l'Occident.

De fait, et dès sa naissance, la Confrérie reproduit les schémas des organisations d'extrême droite partout dans le monde. Elle en reproduit également les modes de fonctionnement : xénophobie, exclusion, rejet de toute démarche scientifique, insultes et anathèmes, violences physiques. Hassan el-Banna est exécuté en 1949 pour sa participation à l'assassinat du Premier Ministre égyptien.

Associés à la lutte nationaliste contre la présence britannique et contre la création de l'État d'Israël, ils comptaient en retirer les bénéfices dès 1952 par l'accession au pouvoir du Général Néguib, sympathisant de la première heure. Leur hâte à vouloir éliminer physiquement Gamal Abd-el-Nasser, véritable organisateur du putsch mais considéré comme trop incertain, leur vaut une vigoureuse réaction de ce dernier qui arrache le pouvoir à Néguib et décrète contre eux une politique de répression impitoyable. Cette répression est marquée par l'interdiction légale de la Confrérie en 1954, des persécutions et procès permanents, l'exécution de plusieurs de ses leaders dont, en 1966, Sayyid Qotb, idéologue d'un nouveau radicalisme et père spirituel des activistes d'aujourd'hui.

La répression dont elle est l'objet modèle les contours et la stratégie contemporaine de la Confrérie selon des axes dont elle ne se départira plus : clandestinité, duplicité, exclusion, violence, pragmatisme et oppor-

tunisme. En se réfugiant dans la clandestinité, la Confrérie abandonne toute forme d'organisation hiérarchisée ou pyramidale trop vulnérable. La direction idéologique est assurée de façon informelle et consensuelle par un collègue d'anciens et la direction opérationnelle revient à une insaisissable Organisation Secrète (*Tanzim as-Sirri*) très décentralisée. Qu'elles soient politiques ou militaires, les actions subversives de la Confrérie sont laissées à l'initiative de chaque cellule de base. Ces actions n'obéissent à aucun plan concerté ou tactique à court terme. La seule exigence est qu'elles s'inscrivent dans une stratégie à long terme de prise du pouvoir par tous les moyens. Et cette stratégie repose sur deux piliers fondamentaux formalisés par Sayyid Qotb : rupture du lien entre les populations du monde musulman et leurs dirigeants d'une part, et d'autre part, rupture du monde musulman avec le reste du monde afin de permettre d'y prendre le pouvoir sans intervention extérieure. Toute initiative allant dans ces directions, qu'elle soit légale ou illégale, pacifique ou violente, visible ou clandestine est la bienvenue et intégrée au plan d'ensemble qui doit mener les leaders de la Confrérie au pouvoir et aux rentes qui y sont liées.

Ce qui aurait pu rester un mouvement populiste subversif limité à la vie publique égyptienne va voir sa dissémination à l'ensemble du monde arabe et musulman favorisée par une succession de conjonctions historiques favorables. La première vague de répression qui frappe les militants dans les années 50-60 contraint plusieurs milliers d'entre eux à l'exil. Cette première diaspora se situe dans une période de décolonisation politique ou économique de nombre de pays arabes et musulmans qui, par réflexe nationaliste et identitaire, entendent promouvoir leurs propres valeurs linguistiques et culturelles. Ils manquent cependant le plus souvent de la ressource humaine (enseignants, historiens, religieux) nécessaires à cette politique, les puissances occupantes ayant évidemment découragé toute espèce de formation dans ces domaines. Les militants exilés de la Confrérie fournissent à bon compte les cadres utiles à ces politiques. C'est le cas au Maghreb, au Soudan, dans les pays du Golfe, au Liban, en Jordanie, en Syrie (en particulier à la faveur de la brève union syro-égyptienne de 1958-1962).

Les pays d'accueil s'inquiètent rapidement des efforts de propagande et de recrutement de ces nouveaux zélotes. Si certains s'en accommodent de plus ou moins bonne grâce (Jordanie, Soudan), d'autres (Syrie, Irak, Libye) passent rapidement à la répression, alimentant la diaspora des Frères de nationalités diverses, si bien que le mouvement s'étend au sous-

continent indien, à l'Indonésie et à la côte orientale de l'Afrique. Au Pakistan, les Frères rencontrent les nationalistes ultra-religieux de l'école déobandite qui remâchent leur haine de l'Inde et leur rancœur de la partition et de l'exode. Le cocktail se révélera plus tard explosif.

Car, si le corpus doctrinal de la Confrérie est maintenant à peu près fixé, il leur manque encore un élément d'influence essentiel : les moyens financiers permettant d'acheter les consciences, de constituer des clientèles, de former et entretenir les militants, de dresser les masses contre les pouvoirs en place en investissant le créneau éducatif et social trop souvent délaissé dans les pays du Tiers-Monde ou les minorités émigrées en Occident. Ils leur viendront essentiellement et massivement d'Arabie Séoudite. La famille Séoud a bâti sa légitimité politique sur la garde des lieux saints de l'Islam qu'elle a usurpée en 1926 au détriment des Hachémites. Son pouvoir est donc menacé sur deux fronts. Elle craint tout autant une poussée démocratique et laïcisante qu'une pression islamique qui prétendrait la dépasser en matière de valeurs fondamentalistes. Or, si les Séoud disposent grâce aux revenus du pétrole des moyens financiers de ce « double-containment », il leur manque à eux aussi la ressource humaine de cette politique. Le réseau, devenu mondialisé, des Frères va leur fournir, non sans arrière-pensées, cet élément déterminant en assurant l'animation des structures politiques, religieuses, culturelles de contrôle de l'Islam dans le monde entier et en organisant la subversion dans les pays jugés menaçants pour la pérennité du pouvoir des Séoud.

D'abord concentrés sur les pays musulmans laïcissants ou proto-démocratiques (Égypte, Syrie, Irak, Algérie, Yémen, Turquie), les efforts de subversion des Frères s'étendent rapidement aux monarchies « rivales » des Séoud (Jordanie, Maroc). Mais la véritable extension de leur influence à l'échelle mondiale sera provoquée par la révolution islamique iranienne à partir de 1978. L'émergence à Téhéran d'un véritable pôle de rivalité à la légitimité religieuse des Séoud conduit ces derniers à tenter de mettre en place un système planétaire d'orientation et de contrôle de l'Islam au travers d'ONG et d'associations dont les Frères constituent l'ossature. Les moyens ne manquent pas depuis la montée des revenus du pétrole en 1973, et ils sont essentiellement consacrés aux zones où un Islam mal « fixé » pourrait ouvrir la porte à l'influence iranienne, essentiellement l'Afrique et les communautés musulmanes émigrées en Occident. La pénétration de ces dernières est facilitée par le fait que la crise économique qui frappe l'Occident après le premier choc pétrolier les conduit à des phénomènes d'appauvrissement, d'exclusion, voire de rejet.

Traditionnellement placées sous le contrôle conjoint mais assez superficiel des pays d'accueil et des pays d'origine, ces communautés se montrent très perméables au discours populiste, identitaire et revendicateur des Frères qui en prennent majoritairement le contrôle via leurs émanations locales (UOIF en France) en une dizaine d'années avec un triple objectif : monnayer leur capacité de mobilisation auprès des sponsors séoudiens, constituer une masse de manœuvre contre les régimes des pays d'origine, rendre l'Islam haïssable aux Occidentaux afin que ceux-ci n'aient pas la tentation d'intervenir dans le monde musulman.

C'est également dans la décennie 80-90 que la Confrérie complète sa capacité idéologique et financière avec une capacité militaire. Elle le doit au besoin complémentaire de l'OTAN et de l'Arabie de trouver des relais locaux de résistance et de lutte contre l'influence iranienne et de provoquer l'épuisement de l'Union Soviétique dans le borbier afghan. Si les membres de la Confrérie dispersés dans la zone concernée ont déjà organisé un bon maillage idéologique des populations épaulés par le fondamentalisme pakistanais et les fonds séoudiens, ils n'ont guère d'aptitude à l'organisation opérationnelle et à la lutte armée. Ce vide sera rapidement comblé.

Dès 1981, forts du soutien populaire acquis sur le créneau social et protestataire, les Frères pensent être enfin à même de parvenir à la conquête du pouvoir en éliminant le Président Sadate. Faute d'avoir assuré un noyautage préalable suffisant de l'Armée et des services de sécurité, leur tentative échoue et plus de trois cent cadres de la Confrérie, dont la quasi-totalité de l'Organisation Secrète, sont arrêtés, incarcérés et mis en jugement. Une cinquantaine d'entre eux sont condamnés à mort et rapidement exécutés. Condamnés à des peines de prison de durées diverses, les autres sont progressivement libérés à la demande pressante d'organisations caritatives islamiques séoudiennes et d'associations de bienfaisance américaines...

Parmi les libérés qui s'empresent de quitter l'Égypte on trouve Sheikh Omar Abd-el-Rahman, organisateur du premier attentat à la bombe contre le World Trade Center à New York, Ayman Zawahiri, véritable cerveau de ce qui allait devenir al-Qaïda, et une centaine de cadres opérationnels qui rejoignent rapidement les principaux théâtres d'opérations militaires du mouvement pour former, encadrer et diriger les troupes. Par leurs exploits réels ou mythifiés, notamment en Afghanistan, puis en Bosnie et en Tchétchénie, ils contribuent largement à légitimer et magnifier, dans le monde musulman et ses communautés émigrées, la

crédibilité et le prestige de la Confrérie, de ses stratégies, de son idéologie et de ses méthodes au point de déconsidérer par avance tout autre mode de pensée et d'action en Islam.

Passé cette période d'instrumentalisation au profit des États Unis et de l'Arabie, la Confrérie, nantie de moyens financiers confortables et d'une capacité opérationnelle solide, reprend à partir du début des années 90 son autonomie de stratégie et de gestion. La « ligne du parti » demeure immuable : couper le monde musulman du reste de la planète pour être à même d'y prendre le pouvoir par tous les moyens. La vague de terrorisme fondamentaliste qui frappe autant l'Occident que les régimes musulmans « impies » à partir de 1998, l'engagement des militants sur toutes les frontières du monde musulman, l'agitation pseudo-identitaire permanente des communautés musulmanes émigrées en Occident, participent de cette stratégie. Car, face au risque de voir se tarir le soutien financier des pétromonarchies et le soutien militaire américain, les Frères doivent rechercher au sein même des masses musulmanes les appuis nécessaires au développement de leur emprise et de leur image. Cela suppose l'exécution d'actions spectaculaires et une forte médiatisation de ces actions qui conduiront à la vague planétaire d'attentats suicide des années 1998-2005, à l'engagement du Hamas dans un conflit inexpiable avec Israël, à l'offensive anti-occidentale et anti-chiite du groupe Zerkawi en Irak. La liste n'est pas close et ce cycle de violence en pleine expansion n'a d'autre raison de prendre fin que la prise tant convoitée par la Confrérie du pouvoir dans un certain nombre de pays musulmans, de préférence les plus riches.

La « conversion démocratique » de Mohammed Mehdi Akef, grand maître de la Confrérie en Égypte, les vitupérations d'Ayman Zawahiri contre les Frères d'Égypte ou de Jordanie qui ont rallié les processus électoraux, l'apparente modération du discours d'un Tariq Ramadan face à ses interlocuteurs institutionnels européens ne devraient abuser personne. Comme tout les mouvements fascistes en quête de pouvoir, la Confrérie a acquis une parfaite maîtrise du double langage. Il lui faut ménager toutes les voies possibles d'accession au contrôle des masses et au pouvoir.

Dès les années 1935, Hassan el-Banna et nombre de Frères de la première heure avaient offert leurs services à l'Abwehr. Au delà de la résistance à la présence britannique en Égypte, l'engagement de Hassan el-Banna était dicté par une véritable admiration pour Hitler et le régime nazi. En 1942, aux côtés de Hadj Amin el-Husseini, grand Mufti de Jérusalem et Frère « historique », il encourage les Musulmans bos-

niaques, albanais et maghrébins à s'engager dans les divisions SS *Handschar*, *Kama* et *Skanderberg* créées à leur intention. Cette connivence n'a pas pris fin avec l'effondrement du régime nazi. Aujourd'hui encore, les nostalgiques de l'ordre hitlérien apportent à la Confrérie diverses formes d'assistance logistique en Occident. C'est ainsi qu'en Suisse, divers néo-nazis militants dont le banquier Genoud et l'ex-journaliste zurichois converti, Anton « Ahmed » Huber, ont apporté aux financiers des Frères leur soutien actif et leur parrainage au sein de structures toujours existantes.

Dans son historique, sa stratégie et ses tactiques, la Confrérie s'apparente de fait aux pires mouvances fascistes : même appétit de pouvoir et de rentes, même recrutement petit-bourgeois, même socle idéologique fondé sur des valeurs identitaires mythiques excluant tous ceux qui ne les partagent pas, même duplicité pragmatique, même violence terroriste magnifiée pour souder les militants et tétaniser les opposants, mêmes assassinats politiques, même haine de la démocratie que l'on se réserve cependant d'utiliser en vue de parvenir au pouvoir pour mieux l'éliminer ensuite, même détournement des procédures associatives et sociales démocratiques, même évolution historique émaillée de putschs ratés, de terrorisme réussi, de service rémunéré des puissants, d'exploitation de la misère et des peurs des plus défavorisés, de sacrifice méprisant des militants de base,.

Même si elle a eu l'habileté de s'affubler de l'épithète « musulmans », l'Association des Frères n'a pas plus à voir avec l'Islam que les différents mouvements fascistes européens du XX^{ème} siècle n'avaient à voir avec les valeurs fondamentales de l'Europe ou la chrétienté. Elle n'a fait que prendre la religion en otage et la confisquer à ses propres fins. L'erreur, tant pour les Musulmans que pour les Occidentaux, serait de faire son jeu et de la considérer comme un interlocuteur représentatif de l'Islam et un médiateur politique ou social. Comme tous les fascismes, la Confrérie n'est porteuse que des appétits et des fantasmes de ses chefs et grosse de barbarie.

Alain Chouet

Mars 2006